

## Contre le G20, nous serons à Nice les 1<sup>er</sup> et 2 novembre

Les 3 et 4 novembre, le G20 se réunit à Cannes. Le G20 s'est autoproclamé garant de la stabilité économique et financière mondiale au lendemain de la tempête financière de 2008. Il a maintenu la dictature de la finance, dont l'emprise s'étend sur tous les aspects de notre existence : logement, travail, éducation, agriculture, climat, retraites, connaissance, biodiversité... **Le G20 renforce les acteurs et les mécanismes à l'origine de la crise, tout en faisant payer la note aux citoyen-ne-s.** Les réponses solidaires et démocratiques à la crise mondiale ne viendront pas des dirigeant-e-s des pays les plus riches, mais des peuples eux-mêmes. Nous refusons de laisser aux puissant-e-s le droit d'imposer leurs solutions à des crises qu'ils ont engendrées !



Les voies alternatives existent. L'accès de tous aux droits humains fondamentaux et la protection de notre planète passent par un juste partage des richesses, d'autres modes de développement et une gestion démocratique des biens communs. A Nice, du 1<sup>er</sup> au 4 novembre, faisons converger toutes nos résistances : luttes contre l'opacité et la dérégulation de la finance, contre la dette illégitime au Nord comme au Sud, contre les politiques d'austérité et pour les services publics, contre les fausses solutions au changement climatique et pour des modes de production et de consommation qui préservent la planète, contre la précarité et pour un travail décent, contre la spéculation sur les matières premières et pour la souveraineté alimentaire, contre les dictatures, la militarisation et le colonialisme et pour les droits démocratiques des peuples... **Face au G20, soyons nombreux/ses à Nice pour faire entendre notre voix !**

L'Union syndicale Solidaires, avec les syndicats du Réseau européen des syndicats alternatifs et de base, sera présente, notamment à la manifestation du 1<sup>er</sup> novembre à Nice, et aux débats organisés le lendemain. [www.mobilisationsg8g20.org](http://www.mobilisationsg8g20.org)

## Algérie : le syndicalisme autonome gravement attaqué par l'État

Après une tentative d'assassinat cet été de Rachid Malaoui, président du Snapap algérien, le Département des Renseignements et de la Sécurité algérienne accroît la pression sur les syndicalistes autonomes et ne cherche même plus à dissimuler ses intentions. Nous apprenons que le 25 septembre, un officier du DRS a rendu visite au propriétaire des locaux loués au Snapap pour lui demander de résilier le bail. Il a fait allusion à un possible assassinat de M. Malaoui dans son entretien avec cette personne ! Il a également affirmé agir selon les ordres du gouvernement !

Nous constatons une surenchère dans les moyens employés par le pouvoir pour museler le fer de lance de la contestation sociale dans ce pays aux mains de tyrans qui craignent vraisemblablement une contagion des luttes démocratiques qui traversent aujourd'hui tout le Maghreb. Le pouvoir est aux abois pour en arriver à une telle extrémité ! **Nous dénonçons la violence ciblée, mais stupide de ce régime à l'encontre des syndicats autonomes.** Nous soutenons pleinement M. Rachid Malaoui et tous les camarades visés à travers lui.

L'Union syndicale Solidaires a aussi dénoncé l'arrestation, le 20 septembre, de Fallil Malika, présidente du comité national des travailleurs/ses du pré-emploi (précaires), affilié au SNAPAP. Le 5 octobre, c'est Mohamed Kabache, un des responsables du syndicat des enseignant-e-s contractuel-le-s qui a été battu très violemment par la police algérienne.

En Algérie, nos camarades des syndicats autonomes mènent un combat exemplaire depuis des années. **Le syndicalisme autonome est gravement entravé par la répression incessante envers les militant-e-s qui résistent, se battent pour les libertés de tous et toutes.** Malgré cela, son développement est réel, de nouveaux syndicats se créent régulièrement...

[www.maisondessyndicats-dz.com](http://www.maisondessyndicats-dz.com) [www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org](http://www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org)

## Cameroun : urgence contre la dictature soutenue par la France !

Sur l'initiative notamment de l'association *Survie*, plusieurs initiatives (réunions publiques, manifestations, etc.) rassemblent associations, syndicats, organisations politiques qui agissent contre la Françafrique. L'Union syndicale *Solidaires* est partie-prenante de ce processus.

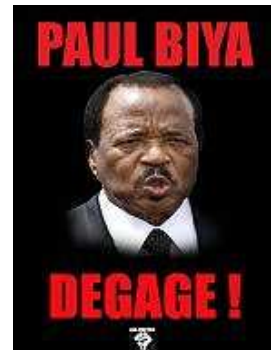
Depuis quelques mois, surtout depuis que la diplomatie française a été prise en flagrant délit de soutien à dictature en Tunisie, les discours gouvernementaux ont certes changé, mais en Afrique, les dictateurs du pré carré, soutenus depuis des décennies, sont toujours là : au Tchad, au Congo-Brazzaville, au Cameroun, en Centrafrique, au Togo, au Gabon, à Djibouti, au Burkina Faso. Le plus ancien d'entre eux est actuellement Paul Biya, au Cameroun, en place depuis 29 ans...



Depuis quelques années, les élections jalonnent l'actualité africaine mais la démocratisation peine à se faire : les régimes dictatoriaux transforment des élections en faire-valoir par une préparation adaptée et des fraudes massives, comme ce fut le cas, entre autres, au Gabon, au Togo, ou au Tchad récemment. C'est une nouvelle mascarade électorale qui a été organisée au Cameroun et qui, au lieu d'illusionner sur la capacité d'un dictateur à transiter vers la démocratie, devrait plutôt alerter sur l'impossibilité pour la population de se débarrasser d'un système politique qui a coupé toute voie de sortie.

Les autorités camerounaises et françaises cachent ensemble la vérité sur l'histoire de la décolonisation et de la guerre de 1955-1970, une page sombre de l'histoire de la France en Afrique. **Le pays accueille un grand nombre d'entreprises françaises qui y ont jusqu'à présent trouvé un climat des affaires favorable. Paul Biya se fait réélire dans l'indifférence d'une communauté internationale qui sait choisir ses objectifs en fonction de ses intérêts.** Le 31 août, le président Nicolas Sarkozy disait à ses ambassadeurs « *Ce qui est nouveau, après des décennies pendant lesquelles la stabilité des régimes en place primait, à l'Est comme au Sud de l'Europe, c'est la volonté de la France d'accompagner avec détermination le mouvement des peuples vers la démocratie* ». **Les 29 années de dictature au Cameroun n'ont été possibles que grâce au soutien français...**

[www.survie.org](http://www.survie.org) [www.survie-paris.org](http://www.survie-paris.org)



## Mexique : une victoire du Syndicat des Électriciens

**Le Syndicat des Électriciens a remporté une victoire**, partielle pour le moment, et des engagements pouvant amener à une victoire complète dans un avenir pas trop éloigné. Le SME occupait la Grand-Place (le *zócalo*) de Mexico depuis plus de six mois. Et il faut avouer qu'il s'y étalait carrément. Problème : les 15 et 16 septembre ce sont les fêtes nationales, celles qui commémorent l'indépendance ; il y a des rites qui ont lieu sur la Grand-Place. Avec le campement des électricien-ne-s, ça faisait désordre, surtout pour un président de droite BCBG. Les électricien-ne-s ont maintenant gagné tant de popularité que les expulser manu militari aurait à coup sûr provoqué un gros scandale qui aurait lui aussi gâché les *fiestas patrias*. **Le gouvernement a été obligé de négocier.** Le SME a obtenu immédiatement la *toma de nota* qu'on refusait à sa nouvelle direction ; il s'agit, même si c'est un détournement de la loi, de la **reconnaissance du syndicat par le gouvernement**. Cela lui a du même coup restitué la caisse du syndicat, qui était sous scellés (21 millions de pesos). **Le gouvernement a signé un accord disant que dans un délai deux mois au plus, il trouvera une voie d'insertion professionnelle pour les 16 500 travailleurs/ses** qui n'ont toujours pas signé leur « liquidation » ; le document signé précise qu'on « ne les invitera pas à ouvrir leur propre affaire », mais qu'ils travailleront, collectivement, dans le secteur électrique. Il va s'installer une table de dialogue « de haut niveau », avec des séances hebdomadaires, pour mettre en place les détails de l'accord. Ensuite et enfin, une procédure est lancée pour obtenir dans les meilleurs délais la libération des « esméistes » emprisonnés. La direction du syndicat reconnaît que pour obtenir l'application de cet accord il vaut mieux faire confiance à la lutte qu'au gouvernement, qui a déjà manqué de parole à deux reprises.

Le 11 octobre était le 2<sup>ème</sup> anniversaire du coup de force gouvernemental contre la compagnie publique *Luz y Fuerza del Centro* (LFC) et le Syndicat Mexicain des Électricien-ne-s (SME), qui a été l'occasion du licenciement de plus de 44 000 personnes. Diverses manifestations ont marqué cet anniversaire, en soulignant d'une part que les services qu'assurait LFC ne sont guère ou très mal rendus aujourd'hui, et pour très cher, d'autre part que les plus de 16 000 électricien-ne-s qui continuent la lutte jusqu'à présent ne sont pas près de fléchir, comme en atteste l'accord arraché au gouvernement qui est mentionné plus haut.



## Afriques 21 : le numéro 4 est disponible

**Au sommaire de ce numéro, disponible à Solidaires** : Maroc, le peuple veut abattre la tyrannie - Révolutions tunisiennes - Action syndicale en Algérie - Le Conseil des Lycées d'Algérie - L'Algérie entre rage et résignation - L'exception marocaine - La grève qui a bousculé la nouvelle élite sud-africaine - Un réseau sur les rails - Togo, des réfugiés oubliés - Produits alimentaires locaux - Quelle politique de santé en Afrique ? - Le rallye Papa Noël - Dossier, France terre d'écueil.

[www.afriques21.org](http://www.afriques21.org)

## Shamuna wa Yemenuna : Notre Syrie, notre Yemen

*Le texte qui suit, rédigé par Françoise Clément d'ATTAC, fait le point sur les processus d'unification des oppositions aux régimes dans ces deux pays, et surtout met en évidence les demandes en matière de solidarité internationale.*

Le 30 septembre, les manifestants de Syrie et du Yémen ont choisi de nommer leurs manifestations respectives « Notre Syrie et Notre Yémen » (Shamuna wa Yemenuna). Ils affirment ainsi leur avenir commun, alors que le régime présidentiel pluripartiste d'Ali Saleh est protégé par les États Unis et l'Arabie Saoudite et que la dictature du parti unique de Bachar el Assad est soutenue par la Russie et l'Iran. « *La mort plutôt que l'humiliation* » est devenu le mot d'ordre des deux mouvements réclamant chacun la chute du régime.



**En Syrie, la dictature baathiste a fait enlever, torturer, tuer ou emprisonner par l'armée et ses « chabiha » (auxiliaires) des milliers de manifestants pacifistes réclamant le départ du régime.** Elle a fait exécuter des dizaines de soldats refusant d'être les agents de sa répression. Aujourd'hui, le régime syrien bombarde à l'aviation et fouille maison par maison les villes où des soldats démissionnaires constitués en « armée libre de Syrie » ont combattu l'armée régulière pour protéger les civils. Après 8 mois de répression, des coordinations de manifestants et des opposants exilés (libéraux, Frères musulmans, kurdes et chrétiens assyriens) se sont entendus pour former un conseil national visant à représenter à terme toute l'opposition au régime, pour unifier la résistance contre la répression du régime et préparer la transition vers la démocratie.

**Au Yémen, des chefs de tribus importantes, l'opposition parlementaire légale et une partie de l'armée ont rejoint les manifestants après que l'armée régulière et les « baltagis » (nervis) du régime ont tué des centaines de manifestants.** Des forces de l'opposition, politiques, tribales et représentant les manifestants ont constitué un conseil national de transition chargé de coordonner la résistance. En effet, Ali Saleh avait réussi au cours des premiers mois à détourner l'opposition parlementaire de la revendication principale des manifestants: démission immédiate de Saleh et jugement des responsables de la répression. Sous le chantage d'une répression plus féroce, il avait convaincu l'opposition parlementaire d'une transition du pouvoir sous sa direction en 6 mois, soutenue par l'Arabie saoudite et les États Unis et officiellement promue par le Conseil de coopération du Golfe. Ayant échoué à assassiner le chef de la principale tribu soutenant l'opposition, et échappé à son tour à une tentative d'assassinat, Ali Saleh tente de transformer en lutte armée le mouvement pacifiste réclamant son départ. Il a laissé Al Qaida prendre le contrôle militaire du Sud du pays, occupant à les combattre les tribus soutenant l'opposition, puis permis à l'administration américaine d'y exécuter un dirigeant d'Al Qaida, pour convaincre les États Unis que seul son régime peut contenir efficacement le terrorisme ! Il attaque à l'arme lourde l'armée du Nord qui a fait scission pour protéger les manifestants. Il bombarde à l'aviation les tribus du Nord soutenant l'opposition. Rejoignant la revendications des manifestant de départ immédiat et sans condition de Saleh, l'opposition parlementaire refuse aujourd'hui de laisser Ali Saleh conduire la transition par des élections, sachant qu'il peut les retarder et falsifier, tout en poursuivant la répression et la manipulation des forces liées à Al Qaida.

Les manifestants, en Syrie comme au Yémen, ainsi que les forces d'opposition parlementaires (au Yémen) intérieures ou exilées (en Syrie), réclament une intervention internationale efficace pour contraindre leurs dictateurs à cesser leur répression meurtrière par l'envoi d'observateurs, et la condamnation des crimes de guerre ou contre l'humanité par le Tribunal pénal international. Les Syriens demandent des sanctions économiques immédiates et non reportées à 6 mois. Opposés à une intervention militaire étrangère hors de leur souveraineté et du contrôle de leurs conseils nationaux représentatifs, redoutant une guerre civile fratricide, **les deux mouvements veulent renverser leurs régimes respectifs par l'extension de leurs manifestations et des autres formes de résistance pacifique (grève).** Ils chargent leurs conseils nationaux de transition de coordonner la résistance contre la répression du régime, d'interpeller l'ONU et les organisations de défense des droits de l'homme, et de former les institutions démocratiques (constituante, commission électorale) pour conduire la transition pour concrétiser les objectifs du mouvement : liberté et dignité, unité nationale et indépendance, justice sociale et citoyenneté (suppression de toutes les discriminations de sexe, confessionnelles ou régionales).

<http://fr-fr.facebook.com/pages/Intercollectif-de-solidarite%C3%A9-avec-les-luttes-des-peuples-du-monde-arabe/121147407964720>

## Andalousie : arrestation du secrétaire général du SAT

La Coordination Ouvrière Syndicale (COS) dénonce une nouvelle attaque contre les libertés syndicales, cette fois en Andalousie. **Le 9 septembre, la « garde civile » espagnole, a arrêté le secrétaire général du Syndicat Andalou des Travailleurs (SAT), Diego Cañamero.** Il pesait sur Diego un ordre de recherche et d'arrestation depuis le mois de mars dernier, pour s'être déclaré insoumis judiciaire devant le flot de plaintes, amendes, procès, etc., qui ne cherchent qu'à poursuivre politiquement, économiquement et judiciairement la lutte des militant-e-s du SAT. La COS condamne l'arrestation de Diego. Nous exigeons sa remise en liberté sans inculpation, de même que le non-lieu dans tous les procès contre les militant-e-s du SAT. **Devant la crise et l'austérité, l'État impérialiste espagnol se trouve en pleine campagne répressive contre le syndicalisme de classe et de lutte,** comme l'illustrent les arrestations, procès, tabassages, amendes ou emprisonnements subis par les camarades du SAT, de CUT, LAB, CGT, CNT, CSI, COS, ... [www.sindicatoandaluz.org](http://www.sindicatoandaluz.org)



## Chili : référendum populaire sur l'éducation

Dans la suite des grèves dans ce secteur qui ont marqué les derniers mois, le Collège des professeurs (association qui servait de syndicat sous la dictature et continue aujourd'hui) a organisé avec d'autres un grand référendum populaire sur l'éducation. Il y avait quatre questions, portant sur : 1. la gratuité et la qualité, 2. la possibilité de faire des profits, 3. la renationalisation de l'éducation (le primaire et le secondaire avaient été municipalisés par Pinochet), et 4. le référendum comme moyen de résoudre les grands problèmes nationaux. **La participation a été exceptionnelle : environ un million et demi de réponses** (sur un peu plus de 16 millions d'habitants, soit près de 10%). **Le résultat sans appel : 93,2% des réponses sont pour la gratuité, 89,6% contre le profit, 91,5% pour la renationalisation, et 93,3% pour le référendum.**

## Sahara occidental : contre la répression, pour l'autodétermination

*Nous reprenons plus bas un communiqué signé par plusieurs associations (ACCA, AFASPA, AFAPREDESA, APSO, ARAC, ASEI, Association des Amis de la RASD, Association de la Communauté sahraouie en France, Association des Sahraouis en France, CEDETIM, CLSPS, CORELSO, Droit solidarité, Le Mouvement de la Paix, MRAP, Plateforme de solidarité avec le peuple sahraoui, Sortir du colonialisme, Survie) et soutenu par l'Union syndicale Solidaires, la CGT et des organisations politiques.*

Depuis l'assaut criminel des forces marocaines contre le camp de Gdeim Izik le 8 novembre 2010, la répression n'a pas cessé contre la population sahraouie. Les associations internationales des droits de l'homme (Amnesty international, Human Rights Watch, Front Line...) dénoncent régulièrement l'aggravation des atteintes aux droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés. Malgré ces avertissements, le Conseil de sécurité de l'ONU a refusé de mettre en place un mécanisme de surveillance des droits de l'homme au Sahara occidental. Cette position a été reçue par le Maroc comme un encouragement à poursuivre en toute impunité sa politique de répression contre la population sahraouie. Le 25 septembre à Dakhla, cette répression a atteint un degré d'une extrême violence. Des jeunes Sahraouis, qui manifestaient pacifiquement pour le respect du droit à l'autodétermination, ont été attaqués par des colons marocains puis par les forces de sécurité marocaines. Le bilan est très lourd: un jeune Sahraoui tué ; de très nombreux blessés, dont 7 grièvement ; des dizaines d'arrestations ; des maisons sahraouies saccagées et des voitures de Sahraouis brûlées. Face à cette répression, il est nécessaire de poursuivre et renforcer la mobilisation contre l'occupation et pour l'autodétermination du peuple sahraoui qui est la seule solution juste et définitive à ce conflit qui n'a que trop duré. Nous condamnons la violente intervention des forces de police marocaines contre la population sahraouie et exigeons du gouvernement français, de l'Union européenne et des Nations Unies d'agir pour **l'arrêt de la répression et le respect des droits de l'Homme, la libération des prisonniers politiques sahraouis, l'interdiction de l'exploitation des ressources naturelles sahraouies, l'envoi de missions d'enquête internationales** et la mise en place d'un mécanisme onusien de surveillance des droits de l'Homme. [www.afaspa.com](http://www.afaspa.com)

## Colombie : début d'une grève illimitée des étudiant-e-s

Après les manifestations violemment réprimées du 12 octobre (1 mort, deux blessés), les étudiant-e-s ont décidé le début d'une **grève nationale illimitée contre un projet gouvernemental de réforme ouvrant la porte à la privatisation.**

## Pays basque : L'État espagnol poursuit la répression

L'Union syndicale Solidaires (France) a pris connaissance de la condamnation de Rafael Díez Usabiaga, ancien secrétaire général du syndicat LAB. Rafael et quatre autres militants basques sont condamnés à 10 ans de prison ! L'Union syndicale Solidaires constate qu'à travers cette décision, à travers sa mise en œuvre immédiate, l'État espagnol nie le travail réalisé par Rafael Díez Usabiaga et ses camarades en faveur du processus politique porteur d'espoir que vit le Pays basque. Il est déplorable que les principaux partis politiques espagnols soutiennent la répression exercée contre les militant-e-s du Pays basque, alors que les travailleurs et travailleuses du Pays basque, les organisations politiques, syndicales, associatives travaillent pour une solution démocratique. Nous soutenons ces camarades, comme nous soutenons Aurore Martin et tous les militants et militantes victimes du Mandat d'Arrêt Européen destiné à briser les résistances partout en Europe ! **Emprisonner des responsables syndicaux et politiques est un choix politique lourd de conséquences. Ce n'est pas la marque d'un régime démocratique, bien au contraire !** Organisation syndicale, Solidaires dénonce particulièrement l'incarcération de l'ex-secrétaire de LAB, mais réaffirme son soutien aux militant-e-s emprisonné-e-s. [www.labsindikatu.org](http://www.labsindikatu.org)

## Secteur ferroviaire : nous manifesterons à Londres le 25 octobre

Le 25 octobre, à Londres, le syndicat RMT organise une manifestation pour « sauver le rail » en Grande-Bretagne. Avec d'autres syndicats européens (CGT d'Espagne, CUB et USB d'Italie, CGSP Centre de Belgique, LAB du Pays basque, STC de Corse, ...) **SUD-Rail sera présent à Londres aux côtés des camarades de RMT ; nous serons aussi à Madrid le 12 novembre pour la manifestation en défense des services publics organisés par la CGT-e.** [www.rmt.org.uk](http://www.rmt.org.uk)